

Oaxaca : un mouvement qu'il faut étudier, faute d'avoir su le soutenir lorsqu'il était temps

Deux textes pour essayer de mesurer ce qui s'est passé

Entre juin et décembre 2006, la ville d'Oaxaca, capitale de l'État du même nom, situé au sud du Mexique, a été le théâtre d'un mouvement autonome d'auto-organisation et d'autodéfense syndical, communal et communautaire dont la signification politique a, de toute évidence, été très grande. Les enseignants prolétariés ont été l'épine dorsale du mouvement. Le début et la fin de la grève générale qu'ils ont menée en sont les points de repère les plus sûrs. Mais des milliers d'exploités et de dominés se sont joints à eux sur les barricades, et des dizaines, voire des centaines de milliers dans les manifestations. À son apogée, ce qui était en jeu pour un grand nombre de celles et ceux qui ont pris part au mouvement, semble avoir véritablement été l'auto-émancipation. Le mouvement a comporté des germes de double pouvoir populaire, dont l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO) a

été l'instrument. Celle-ci a été caractérisée par une « direction collective » et une pratique démocratique dans le processus de prise des décisions.

L'arme essentielle du mouvement a été la résistance civile et pacifique, dont une succession de très grandes manifestations a été l'expression. Mais la brutalité de la répression politique et militaire a forcé le mouvement à recourir aux moyens d'autodéfense, notamment la construction de barricades pour affronter la police militaire fédérale, la PFP et l'utilisation de diverses radios communautaires afin d'informer la population en permanence et de l'alerter au moment des attaques gouvernementales. Les images de guerre civile ne doivent pas tromper. Les forces en présence ont été dramatiquement inégales, même si des armes ont pu être prises à la police vers la fin. Il y a eu au moins vingt-cinq morts, tous du côté de la population, et de très nom-

breux blessés, suivis des dizaines d'arrestations politiques. Les enseignants de l'État de Oaxaca, membres de la section 22 de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), et les étudiants de l'Université ont payé un tribut particulièrement lourd.

L'isolement politique du mouvement d'Oaxaca est le principal facteur de sa défaite. Comme Adolfo Gilly, militant dans sa jeunesse et grand historien social ensuite, l'a écrit dans le quotidien national *La Jornada*, du 30 octobre 2006, « *l'ensemble des organisations politiques et syndicales institutionnelles, malgré les différences qui les opposent, à l'heure de l'épreuve, ont laissé Oaxaca dans la solitude* ». Adolfo Gilly souligne que l'on n'a assisté à aucune grande manifestation du type de celles qui ont eu lieu, en 1994, pour empêcher le déclenchement d'une guerre contre les zapatistes, ou encore en décembre 1997 lors du massacre de dizaines d'Indiens (« d'indigènes » dans le vocabulaire officiel) dans la municipalité de Chenalhó (Chiapas). Lucide, Gilly constate : « *la routine électorale... les a tous gagnés. Il y a des déclarations, des protestations aussi, mais rien au plan des mobilisations comme cela a pu être fait il y a peu à l'occasion de la bataille électorale* », (allusion aux mobilisations massives organisées à Mexico par Lopez Obrador du PRD lors des résultats contestés de l'élection présidentielle).

Notre dossier comprend deux regards

sur ce qui a vite commencé à être nommé la « Commune d'Oaxaca ». Le premier est un texte écrit par Martín Juárez, dont nous publions de très larges extraits. L'auteur est mexicain, militant du noyau au Mexique de la Ligue pour la Quatrième Internationale (LQI), dont le Parti des travailleurs pour le socialisme (PTS) argentin est la formation la plus connue. Le texte a été terminé le 30 décembre 2006 et il nous a été envoyé par des militants de ce courant. Il est le seul texte de militant mexicain que nous ayons reçu. Nous le publions donc, mais avec de fortes réserves. On constatera qu'il n'accorde pas une très grande importance à l'isolement politique en dépit des maigres résultats qu'il constate lui-même de la « Caravane pour la dignité » qui s'est rendue à Mexico en septembre. Martín Juárez semble penser que la Commune d'Oaxaca pouvait se consolider et exercer un pouvoir politique d'un type radicalement nouveau à elle seule. Cela le force à donner un très grand poids dans l'explication de la défaite à la politique conciliatrice et même « traîtresse » menée par la direction syndicale des enseignants, comme de celle des militants du PRD de Lopez Obrador qui sont entrés dans la direction de l'APPO. Tout comme pour Georges Lapierre, dont nous reconnaissons le travail précieux, le texte de Juárez fait appel au texte de Marx sur la Commune de Paris. Il contient aussi une référence aux écrits de Trotsky sur la guerre civile.

Si importantes que soient ces références, elles ne sauraient suffire : il faut accorder la première place à l'analyse et à la compréhension des traits *sui generis* de mouvements comme celui d'Oaxaca.

Le second texte fait partie du très long travail d'un observateur français de sensibilité libertaire, Georges Lapierre. Georges Lapierre est un militant marseillais qui s'est rendu à Oaxaca en septembre 2006 pour y vivre et pour être ainsi en mesure d'apporter un témoignage direct sur la lutte immense qui s'y déroulait depuis juin. Il a tenu un journal et a envoyé à ses amis en France de longs textes, qui ont à la fois le caractère de lettres personnelles et de rapports politiques. L'ensemble de ces textes a circulé sur Internet à partir d'octobre, où certains ont donc pu les lire. Puis en janvier 2007, ils ont été publiés dans un numéro spécial de la revue *CQFD*, « La libre Commune d'Oaxaca ». Nous en publions un extrait dans l'espoir que sa lecture poussera beaucoup de nos propres lecteurs à acheter le numéro spécial de *CQFD* afin de lire l'ensemble de son témoignage. L'extrait est tiré de l'envoi en date du 19 décembre 2006. George Lapierre y examine lui aussi la portée et les limites de la comparaison entre la Commune de Paris et celle d'Oaxaca, en donnant par la même occasion des éléments d'analyse sur les gens qui ont été amenés à devenir dirigeants de l'APPO.

□

Mexique : la Commune de Oaxaca, un premier essai à caractère révolutionnaire

par Martin Juarez

Cinq mois durant, la lutte des enseignants et du peuple de Oaxaca est devenue le point le plus élevé de la lutte des classes dans le pays et au niveau international (en le considérant du point de vue de la lutte de la classe ouvrière et des exploités). Avec ses barricades, avec le contrôle sur une grande partie de la ville, et ses actions aux traits insurrectionnels, la commune de Oaxaca est devenue un véritable jalon révolutionnaire. Cette expérience très avancée de l'action et de la subjectivité des exploités et opprimés dans l'un des États les plus arriérés du Mexique, a repris les meilleures expériences du mouvement ouvrier et de masses du continent durant ces dernières années. La Commune de Oaxaca est la continuité d'un processus qui commence en Amérique Latine avec « la guerre de l'eau » à Cochabamba et la lutte héroïque du peuple bolivien, et les journées révolutionnaires de 2001 en Argentine avec les usines occupées, comme Zanon et Brukman, entre autres moments clés de la lutte des classes sur le continent. Et elle affronte l'un des gouvernements « néolibéraux » les plus pro-yankee de la région qui a été à l'avant-garde de l'application des plans du FMI et de la Banque Mondiale. En même temps, la

lutte de Oaxaca, avec ses caractéristiques révolutionnaires (comme le contrôle territorial, l'autodéfense de masse, la radicalisation dans les méthodes et dans la conscience) est un bond en avant dans l'action des opprimés et exploités qui peut être le préavis d'une nouvelle phase de la lutte des classes sur ce continent. La Commune de Oaxaca apporte des enseignements qui pourront servir lors de prochaines batailles pour déjouer les pièges de la bourgeoisie et combattre les trahisons et les capitulations des directions réformistes.

DE LA LUTTE
DES ENSEIGNANTS
À LA FORMATION
DE L'ASSEMBLÉE
POPULAIRE DES PEUPLES
DE OAXACA

Différents éléments ont convergé au début du processus révolutionnaire de Oaxaca. En premier lieu, le mécontentement national croissant contre le gouvernement Fox qui, avec l'utilisation d'une coercition accrue, a été une véritable lame de fond. Souvenons-nous que quelques semaines avant que ne commence la bataille de

Oaxaca, les masses mexicaines ont vu se dérouler d'abord la révolte ouvrière de Sicartsa où les travailleurs ont défendu leur grève contre l'action de la PFP (Police Fédérale Préventive). Ce combat s'est soldé par l'assassinat de deux ouvriers. Puis elles ont pris connaissance de la sauvage répression à San Salvador De Atenco, où la police s'est rendue coupable de dizaines de viols sur des femmes, militantes sociales habitantes du lieu. Le mécontentement des masses a fait un bond qualitatif avec la fraude électorale lors des élections présidentielles du 2 juillet, et il a alimenté la lutte des masses de Oaxaca. Dans ce sens, celle-ci n'était pas un fait isolé. Elle faisait bel et bien partie d'un processus généralisé d'insatisfaction et de mécontentement vis-à-vis des conditions de vie et du résultat réel (viol de la démocratie et répression) du « changement démocratique » de l'année 2000. En même temps, il faut souligner qu'à Oaxaca le caractère antidémocratique du régime a un lien évident avec une longue tradition de répression des gouvernements du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), dont le plus récent représentant est le gouverneur de l'État d'Oaxaca, Ulysse Ruiz Ortiz, qui dès le début de son mandat, en oc-

tobre 2004, a agi avec une poigne de fer contre les luttes et les militants, multipliant les arrestations politiques, les assassinats (comme celui de l'instituteur Francisco Lopez Robles) ainsi que le harcèlement permanent contre les organisations populaires (comme lors des attaques contre les indiens des communautés de Santos Reyes Nopala et contre les communautés mixtèques) et contre les travailleurs (comme lors du licenciement de travailleuses de l'Institut de Sécurité et des Services Sociaux des Travailleurs de l'État - ISSTE-). C'est dans ce contexte qu'a commencé la première phase du mouvement. Elle a débuté avec la lutte de la section 22 (Oaxaca) de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE), un secteur clé du mouvement ouvrier et populaire de Oaxaca, tant par sa tradition combative de lutte que par son rôle économique et social, puisque les enseignants, non contents d'occuper une place fondamentale dans la vie urbaine et rurale grâce à leur poids numérique, pèsent beaucoup dans la consommation et le fonctionnement de l'économie. Le 22 mai, les 70 000 travailleurs de la CNTE ont entamé une grève, en exigeant un accord signé qui inclurait la revendication d'une requalification de zone et le reclassement salarial correspondant. Cette revendication économique était vitale pour les enseignants, car le poids du tourisme renchérit le coût de la vie dans la région. Cette lutte revendicative (puisqu'elle mettait en avant des revendications sectorielles) est devenue une grève illimitée face à l'obstination des autorités du PRI de l'État, qui ont refusé de répondre favorablement à la demande de la Section 22. Et les jours suivants, les gens se sont installés sur le Zocalo (la place principale de la capitale de l'État) et dans les rues prin-

cipales.

Les enseignants ont mené à bien d'importantes actions durant les premiers jours de grève, comme les coupures de routes, des mobilisations aux sièges des partis politiques, des meetings de masse contre les ordres d'appréhender les manifestants, et le 1^{er} juin, le blocage des 5 accès à l'aéroport de la ville de Oaxaca. Le 2 juin a eu lieu la première de 7 « mégamarches » qui ont jalonné le processus jusqu'en décembre. 80 000 personnes y ont participé, témoignant la grande sympathie et le soutien de la population à la lutte des enseignants. *La Jornada* en a fait le compte rendu : « *En tête de cortège des élèves des écoles primaires et secondaires ont pris place, ainsi que des dirigeants d'associations de pères de famille. "Monsieur le gouverneur, écoutez mon professeur", "Un maître en luttant enseigne aussi", reprenaient en chœur les élèves. "Les enseignants et le peuple uni ne seront jamais vaincus". "Qu'il le veuille ou non, Ulysse s'en va" a-t-on entendu tout au long du parcours* ». La manifestation a également réclamé l'arrêt de la répression et la libération des prisonniers politiques. La réponse gouvernementale a été la menace de l'envoi de 1 500 membres de la Police Fédérale Préventive (PFP) dans l'État de Oaxaca et un ultimatum aux enseignants pour qu'ils reprennent le travail au plus tard le 5 juin. La réplique populaire a été une journée de protestation le 6 juin, lors de laquelle les manifestants ont même occupé des installations de Petroleos Mexicanos (PEMEX), un péage de l'autoroute Mexico-Oaxaca. L'Université Autonome Benito Juárez de Oaxaca (UABJO) a été occupée par les étudiants et les professeurs de la CNTE et le 7 juin il y a eu une nouvelle méga-marche de 120 000 manifestants.

Quelques jours plus tard, le premier

grand fait marquant du mouvement s'est produit. Le 14 juin, le gouvernement a essayé de déloger les occupants du centre-ville grâce à l'action de centaines de policiers de l'État, utilisant des gaz lacrymogènes, des hélicoptères et, selon les témoignages, des balles de plomb, pour essayer de porter un coup définitif au mouvement et l'empêcher de s'étendre. Mais l'effet a été exactement contraire. Une réponse de masse généralisée a été menée par les enseignants. Commencant comme une action de type défensif, ils ont forcé les forces de répression à abandonner le Zocalo et à réintégrer leurs casernes. Cette bataille a constitué une sorte de semi-insurrection, qui a réussi à conquérir le centre névralgique de la ville pour le mouvement. À partir de là, le mouvement de la section 22 du SNTE-CNTE s'est généralisé, agglutinant fermement des secteurs des travailleurs et des organisations populaires qui l'ont entourée de leur solidarité et qui ont unifié leurs slogans contre le gouvernement, faisant leur le mot d'ordre « *Dehors Ulysse Ruiz!* »

LA FORMATION DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DES PEUPLES DE OAXACA

Avec le 14 juin s'ouvre une seconde phase dans le développement de la lutte : un mouvement en grande partie revendicatif et sectoriel a grandi jusqu'à se transformer en un mouvement de lutte politique, soutenu par la grève illimitée des salariés de l'enseignement. Cela s'est exprimé dans la grande manifestation du 16 juin à laquelle ont participé près de 300 000 travailleurs, paysans, membres des peuples indigènes et de larges secteurs populaires. C'est ainsi que

l'échec de la répression a marqué un bond en avant dans la lutte : d'un côté un gouvernement ayant perdu l'essentiel de sa légitimité, à la défensive et avec une maigre base sociale, dont la police a été au moins momentanément vaincue, et de l'autre un véritable mouvement politique de masse d'opposition au gouvernement, qui s'est trouvé moralement fortifié par la bataille du 14 juin, et qui, à partir de là, a établi son contrôle sur la capitale. Fort de ces acquis, le mouvement de masse de Oaxaca a développé et multiplié son initiative de lutte et d'organisation.

On en a eu une première preuve dès le 15 juin, avec la formation de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (APPO), constituée par les enseignants et des organisations comme la Promotrice Contre le Néolibéralisme de Oaxaca, le FSODO et des représentants d'autres municipalités et peuples de l'État, et dans laquelle ont agi divers courants politiques. L'APPO a agi au début comme un double pouvoir alternatif, avec un important domaine territorial, et en contestant, dans les faits, les pouvoirs constitués de l'État bourgeois provincial. Elle a centralisé la lutte et organisé les blocages de routes, commerces et hôtels, et la prise de bâtiments officiels et de la Maison du Gouvernement, ce qui obligea Ulysse Ruiz à traiter les affaires gouvernementales à l'hôtel Hacienda. De plus, l'APPO a mis sur pied l'« Honorable Corps de Topiles » (policiers communautaires désignés par l'assemblée) et la « Police Enseignante de Oaxaca » (POMO), qui ont fonctionné comme des comités d'autodéfense, et c'est à travers l'APPO que s'est exprimée la solidarité populaire organisée pour garantir aux grévistes les biens de première nécessité (en particulier pour les enseignants qui ne tou-

chaient pas leur traitement).

Le centre de la ville et les radios occupées ont été protégés par des barricades, avec des gardes rotatives pour interdire l'entrée aux forces de répression ; les blocages sur les routes principales menant à la ville ont joué le même rôle. L'occupation de la place centrale (soutenue par « Radio Occupation » dont la fonction a été de maintenir la communication avec le mouvement), s'est constituée comme centre d'un pouvoir communal. Son existence a duré depuis la mi-juin jusqu'au dimanche 27 octobre, date à laquelle la Police Fédérale a repris le contrôle du centre-ville.

La Commune de Oaxaca est née de la semi-insurrection sociale du 14 juin et de la défaite ce jour-là des forces de répression. C'est son existence qui a donné au processus des caractères de processus révolutionnaire. Dans les semaines qui ont suivi le 14 juin, il y a eu de nouvelles mobilisations de masse (comme la quatrième mégamarche du 28 juin). C'est à cette époque qu'est née la Coordination de Femmes de Oaxaca (COMO), qui jouera un rôle important dans l'occupation de la radio d'État. Après une manifestation de milliers de femmes, celle-ci a été mise en marche au service de la Commune. Le 18 août a eu lieu une importante grève civique de l'État, qui a montré la possibilité d'ajouter et de regrouper de nouveaux secteurs de travailleurs, de la santé et de l'université par exemple. En même temps, l'expérience de l'APPO a commencé à s'étendre à d'autres villes de l'État, avec la prise de mairies et la participation à l'APPO de représentants de communautés indigènes et d'autres secteurs populaires au-delà de la ville de Oaxaca.

Mais en face, les tentatives pour abattre le mouvement se sont multipliées. Le 22 juin le gouverneur a or-

ganisé une manifestation pour « la défense de la légalité » dont le gros a été formé par des salariés de l'État qu'on avait menacé de priver de salaire et à laquelle ont participé aussi des secteurs des classes possédantes. La majorité du patronat des commerces et services (qui prétendait perdre des millions à cause du conflit) est devenue la base de la réaction pour obtenir la chute de l'APPO et l'entrée des forces répressives. Les affrontements avec des bandes paramilitaires armées et financées par le PRI et le gouvernement de l'État, avec la complicité du gouvernement fédéral, se sont multipliés. Le 10 août ces bandes ont attaqué une manifestation et assassiné José Jimenez Colmenares. Peu avant, une embuscade dans une communauté avait coûté la vie à six paysans, et les jours suivants les radios aux mains de l'APPO ont été attaquées. Ce fut le cas le 21 août pour Canal 9 où il fallut relever morts et blessés. Les barricades étaient régulièrement attaquées par les « caravanes de la mort » pour tenter de terroriser le mouvement. Malgré cela, une seconde grève civique d'État a été convoquée le 31 août suivie le 1^{er} septembre d'une cinquième mégamarche qui a réuni près de 300 000 personnes.

Le mois de septembre a vu la tentative des travailleurs d'Oaxaca pour populariser leur lutte au plan national. La « Caravane pour la dignité » est partie le 21 septembre. Après avoir parcouru des centaines de kilomètres, elle est arrivée à la capitale Mexico, le 9 octobre. Un sit-in permanent a commencé devant le Sénat, 21 membres du mouvement se mettant en grève de la faim. De nombreux meetings et actions de solidarité avec le combat de l'APPO ont eu lieu dans différents quartiers. Bien qu'elle ait reçu la solidarité d'organisations de gauche, de

travailleurs et de secteurs populaires, la « Caravane pour la dignité » a dû constater l'absence de soutien effectif de la part des syndicats d'opposition comme le SME, l'UNT et même la CNTE à laquelle appartiennent les enseignants de Oaxaca. Au même moment à Oaxaca, les secteurs ayant le plus d'influence à la direction de l'APPO se sont engagés dans une politique de rapprochement avec le régime, ne menant par exemple aucune politique conséquente pour intégrer dans l'APPO les travailleurs des hôtels et d'autres secteurs clés de la ville et de l'État.

LA TROISIEME PHASE

DE LA LUTTE :

CONCILIATION, REFLUX,

NOUVEAU SURSAUT

À partir d'octobre une troisième phase de la lutte commence. Elle a été marquée par une offensive en règle pour « désactiver » la Commune. Elle a débuté au moment où le mouvement démocratique de mobilisation contre la fraude électorale a reflué, du fait de la politique menée par le dirigeant du PRD Lopez Obrador. Il n'y avait plus de perspective de convergence entre la lutte contre la fraude et celle des masses de Oaxaca. On a donc vu la recrudescence des attaques contre l'avant-garde. Le 28 septembre l'APPO a décrété l'alerte générale face aux attaques armées à différents points de la capitale. Deux jours plus tard des avions et des hélicoptères militaires ont fait des vols de « reconnaissance », tandis que les troupes de la police armée fédérale débarquaient dans les ports de Salina Cruz et Huatulco. Dans les semaines suivantes se sont succédées les attaques paramilitaires contre les barricades, cela se combinant avec

l'ultimatum lancé par le gouvernement pour que les enseignants rejoignent leurs classes.

Face à la pression du gouvernement, la direction enseignante a proposé le retour en classe, ce qui a été refusé à plusieurs reprises. Les secteurs réformistes et conciliateurs ont proposé des trêves et des « mesures d'apaisement » sans même obtenir satisfaction sur la revendication élémentaire de démission du gouverneur, Ulysse Ruiz. Une ONG de défense des droits de l'Homme a proposé une trêve de 100 jours, accompagnée d'un « congé » d'Ulysse Ruiz durant cette période, la remise de la conduite de la ville à un comité civique et la promesse que les forces fédérales se substituent à la police de l'État. Le but était de provoquer un reflux du mouvement. Cela s'est heurté à la détermination de secteurs de l'avant-garde qui avaient assuré le fonctionnement des barricades, maintenu le contrôle des moyens de communication aux mains de l'APPO et qui s'opposaient à une issue qui fasse fi de la revendication de base, la démission d'Ulysse Ruiz. Finalement, la direction enseignante a organisé une consultation douteuse contraire aux résolutions de l'APPO et qu'il fallut répéter pour obtenir que finalement apparaisse le résultat d'une position supposée majoritaire en faveur du retour en classe. La décision de la direction enseignante a été totalement corporatiste et traîtresse. Elle met en lumière le rôle de son dirigeant Rueda Pacheco. Au début du mouvement il s'était vu obligé, sous la pression de la base, de respecter la grève, mais maintenant face à la pression du régime, il a opté pour une politique totalement opposée à la volonté de la base et aux intérêts des enseignants et de l'APPO.

Le 27 octobre, encouragés par la trahison des responsables syndicaux em-

menés par Rueda, les bandes paramilitaires ont attaqué, provoquant quatre morts, parmi lesquels se trouvait le journaliste indépendant (plus exactement anarchiste, NDLR) américain Brad Will et des affrontements dans toute la ville. Celle-ci a été sacagée par des groupes de choc favorables à Ulysse Ruiz. Sous le prétexte de « rétablir l'ordre », la police fédérale (PFP) a préparé son entrée. Face à cette perspective, la direction de l'APPO a refusé de préparer la défense de la ville et a appelé à la « résistance pacifique ». Il semblait que la manœuvre de la direction de Rueda, trahissant le mouvement, allait s'imposer sans coup férir, marquant la fin du processus. Cependant, il n'en fut pas ainsi. Le dimanche 29 octobre la PFP est entrée dans la ville. Malgré les décisions de la direction de l'APPO, il y a eu une importante résistance qui a duré des heures, particulièrement sur les barricades (comme celle de Vigueras, célèbre pour sa combativité). Plusieurs manifestants ont été tués. Cependant, la PFP a réussi à occuper la place centrale, le Zocalo. Ce fait a pesé d'un poids très lourd, y compris symboliquement car le Zocalo avait été jusqu'alors le centre de la Commune. Il a permis de commencer à désarticuler la Commune. Il a marqué un point d'inflexion dans la lutte, où il devenait urgent de revenir à une politique correcte pour retourner la victoire partielle du gouvernement. En même temps, l'irruption de la PFP dans Oaxaca et son action répressive ont provoqué un grand mécontentement. Elles ont montré que la « négociation » impulsée par la Segob n'était qu'une ruse pour ouvrir la voie à la répression. Ce mécontentement allait ralentir et rendre plus difficile le retour en classe dans la capitale.

Le 2 novembre (qui est un jour férié dans tout le Mexique), le gouverne-

ment a tenté de « nettoyer » le dernier vestige de la résistance, situé à l'Université et à la radio étudiante, afin d'assurer la « normalisation » de la ville. Mais cela a provoqué la réaction de larges secteurs de la population, constituant ainsi un second grand tournant dans le mouvement. Des milliers d'étudiants, de travailleurs de l'éducation et d'autres secteurs, et des habitants du quartier se sont précipités dans les rues, appelés par Radio Université, pour défendre la cité universitaire. C'est ce qu'on a immortalisé sous le nom de « Bataille des Cinco Señores », nom du lieu où s'est située la barricade la plus combative, dont les défenseurs ont été le fer de lance d'une action de type semi-insurrectionnel. Les femmes y ont été particulièrement nombreuses et combatives. L'action n'a été que partiellement spontanée, puisque bien que la direction de l'APPO n'y ait pas appelé, Radio Université a agi comme force centralisatrice et organisatrice de la résistance à la cité universitaire. On a pu voir comment les moyens de communication peuvent se transformer en un outil puissant pour organiser la lutte. L'action a eu des caractéristiques similaires à celles du 14 juin, puisque, débutant comme une action défensive, elle a vaincu partiellement les forces de répression (dans ce cas la PFP) qui ont dû se replier vers le centre-ville. Mais cette action a quand même eu lieu à un moment où le mouvement était déjà sur la défensive, ayant perdu le contrôle territorial du centre de la ville et subi un certain affaiblissement, résultat de la politique conciliatrice de la direction.

LA QUATRIÈME PHASE

DANS LA LUTTE

La Bataille de Cinco Señores, la défense de la cité universitaire et la vic-

toire partielle sur la PFP rendirent plus difficile la mise en pratique de la trahison de la direction enseignante, puisque la condition posée pour le retour en classe était la fin de la répression. Cependant, durant les semaines suivantes, ils essaieront d'affaiblir le mouvement, en encourageant la confiance en une issue qu'ouvriraient les débats entre parlementaires et institutions du régime. À ce moment-là le PRD entre, toutes voiles dehors, dans le mouvement. Il veut éviter la radicalisation et fortifier la position des secteurs favorables à Flavio Sosa (qui est un conseiller national de ce parti à Oaxaca). En attendant, la PFP continuait à occuper la ville et l'on rétablissait peu à peu divers aspects de la « vie institutionnelle », ce qui achevait de miner les bases du contrôle territorial de la APPO. Le retour en classe se faisait petit à petit (d'abord à l'intérieur de l'État), et il y eut une tentative de retour aux amphithéâtres à l'Université, encouragée par le rectorat. Ainsi s'imposait peu à peu la politique des secteurs réformistes et conciliateurs de l'APPO. Il est important d'indiquer qu'alors que ces secteurs appelaient à faire confiance au régime, celui-ci préparait le terrain pour engager la répression au terme de laquelle le régime a emprisonné les dirigeants conciliateurs eux-mêmes.

C'est dans cette situation que le congrès constitutif de l'APPO s'est réuni les 12 et 13 novembre. Il s'est scindé en deux grandes tendances. D'un côté, l'ample base des enseignants et des communautés indiennes qui avaient envoyé des délégués (près de 3 000 au total), avec une immense volonté de rester ferme sur l'exigence de « *dehors Ulysse Ruiz* ». De l'autre côté, les dirigeants et organisations qui pariaient sur la transformation de l'APPO en mouve-

ment politique de masse dans le cadre du régime, et qui voulaient désamorcer la lutte. Le congrès de l'APPO confirma l'existence d'une large avant-garde combative. Ceux qui avaient poursuivi la lutte contre la PFP et défendu les barricades le 2 novembre s'exprimaient maintenant politiquement en refusant les propositions de capitulation.

Le 20 novembre s'est ouvert le dernier chapitre, jusqu'à présent, de la lutte, le chapitre plus cru et douloureux pour les masses héroïques d'Oaxaca. Ce jour-là, des troupes fédérales ont attaqué une manifestation de femmes. Et le lendemain, durant des heures, des affrontements eurent lieu entre des membres de l'APPO et la PFP à la suite de provocations montées par les agents fédéraux, avec un bilan de 58 blessés. Les jours suivants les perquisitions se sont multipliées au domicile des militants et l'offensive pour créer un climat de terreur s'est accrue. Une fois que la possibilité d'une contre-offensive après le 2 novembre a été freinée, le mouvement est mis en sommeil grâce à l'action de la direction. Au lieu d'appeler à une grève nationale, elle en a appelé au Pape et à l'ONU comme médiateurs, alors que le régime préparait l'assaut final contre les derniers vestiges de la Commune. Celui-ci a eu lieu le 25 novembre, alors que se terminait la septième mégamarche, à laquelle participèrent des dizaines de milliers de personnes, qui encerclèrent la PFP. La brutale répression policière se déploya sur des dizaines de points du centre de Oaxaca, avec un bilan de centaines de blessés et un nombre encore indéterminé de morts. Dans ce qui fut une véritable bataille, les affrontements se sont généralisés entre les forces de répression et les manifestants et de nombreux bâtiments

ont été incendiés. Comme l'a relaté *La Jornada* : « Les forces fédérales ont lancé contre les manifestants des gaz lacrymogènes, des pierres et des billes à ressort ; ceux-ci ont répondu avec de grosses fusées tirées par des bazookas artisanaux et des pétards connus sous le nom de "coyotas", en entonnant des slogans "Maintenant il est tombé, maintenant il est tombé, Ulysse est tombé" et "Aujourd'hui je vais faire, aujourd'hui je vais faire un feu de joie avec ceux de la PFP!". À Macedonio Alcalá et Murguía, les "basuqueros" (tireurs de bazooka) ont formé une ligne. Protégés par des boucliers, dont certains appartenaient à la PFP, à laquelle il les avait pris durant les différentes escarmouches, ils ont lancé des dizaines de tirs contre leurs adversaires » (26 11 2006)

Cependant, l'absence d'une direction centralisant la résistance (comme Radio Université l'avait fait le 2 novembre sous une certaine forme) et l'affaiblissement subi les semaines précédentes ont empêché que la PFP soit vaincue à nouveau. Et alors une brutale répression s'est déchaînée, avec plus de 160 arrestations. Les détenus, parmi lesquels se trouvait le dirigeant de la nouvelle gauche Cesar Mateos, ont été emmenés vers des prisons situées à l'extérieur de l'État. Mais il y a aussi eu de nombreuses disparitions, l'incendie d'un campement devant l'ex couvent de Santo Domingo et la destruction de maisons et de bureaux appartenant aux membres du mouvement. Le 29 novembre la barricade de Cinco Señores a été détruite par la police et Radio Université remise au rectorat de l'Université, consommant ainsi le triomphe des gouvernements fédéral et de l'État, quelques heures avant que Calderón n'assume la fonction de Président de la république. Ce coup très dur ne veut pas nécessairement

dire que le mouvement ouvrier et populaire de Oaxaca ne puisse pas se reconstituer autour de la lutte pour la libération des prisonniers et que nous ne puissions pas assister à de nouvelles actions contre celui qui est encore gouverneur, Ulysse Ruiz, et contre la PFP. Mais une étape de plus était terminée.

LES FORCES SOCIALES ET LE RÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

L'État de Oaxaca se caractérise par la grande arriération sociale et l'appauvrissement des masses opprimées et exploitées de cet État. Situé au sud-ouest du pays, il fait partie du plan Puebla Panama, grâce auquel les transnationales impérialistes et leurs associés locaux prétendent recoloniser le sud du Mexique et l'Amérique centrale. Comme les États qui font partie de ce projet, il possède d'importantes richesses naturelles et des attraits touristiques, qui sont en train d'être exploités par les grandes entreprises de ce secteur. Le tourisme est l'activité principale de cet État, suivi par les secteurs de la construction et le reste des services, tandis qu'il y a un secteur industriel et manufacturier minoritaire. Étant donné qu'il s'agit d'un État à forte composante paysanne et indigène (10 000 petites localités regroupées autour de 570 municipalités, habitées par 16 groupes ethnolinguistiques, selon les données de la revue *Memoria*, n° 212, octobre 2006) il a été l'un de ceux qui ont expulsé le plus de main-d'œuvre vers les grandes concentrations industrielles et vers les États-Unis. Malgré cela, la prépondérance urbaine a été mise en évidence dans le rôle joué par la capitale, où le développement de la lutte de classes urbaine a eu la

plus grande influence et un poids politique décisif, non seulement dans l'ensemble de l'État, mais aussi au niveau national.

Lors de la commune de Oaxaca, le rôle de la classe ouvrière a été évident. Dans cette entité, à l'intérieur du mouvement ouvrier, le rôle des enseignants est prépondérant. C'est une force sociale de plus de 70 000 salariés avec une tradition de combat de plus de 20 ans de luttes revendicatives, et qui a vécu d'importantes expériences antibureaucratiques, dont la création de la coordination nationale des travailleurs de l'éducation CNTE à la fin des années quatre-vingt. Les enseignants jouent un rôle essentiel de pont entre la ville et la campagne, où beaucoup d'entre eux passent la majeure partie de leur vie comme instituteurs ruraux dans les communautés. On peut dire qu'à la suite de l'expérience d'années de lutte, il y a chez les enseignants un important détachement de travailleurs avancés, forgé dans la lutte constante comme dans l'opposition à la direction *charra* (bureaucratique) du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation, très proche du PRI.

Ce secteur de la classe ouvrière a été la colonne dorsale du mouvement : son action fut le coup de pied initial de plus de six mois de lutte, et la grève enseignante fut la base solide sur laquelle s'est bâtie la Commune et son pouvoir territorial. De la même manière, le rôle des enseignants dans les mobilisations, les actions et les barricades a été essentiel. Étant le seul secteur de la classe ouvrière qui soit intervenu avec cohésion et en permanence, il a été l'avant-garde et la direction du mouvement. Si la trahison des dirigeants syndicaux a été contenue pendant des semaines, on le doit, en même temps qu'au refus d'une grande partie de la base de

l'APPO, à la poursuite de la grève des enseignants. D'importants secteurs de la base du syndicat ont refusé de reprendre le travail et ont repoussé dans les assemblées de la section 22, la politique de Rueda Pacheco et de ses partisans. Lorsque la politique de cette direction l'a emporté et que celle-ci a obtenu le retour au travail (qui fut très progressif et tortueux), le mouvement a perdu une grande partie de son pouvoir social. On a ainsi pu constater à quel point la grève, comme arme de lutte des travailleurs salariés, est fondamentale pour pousser dans les cordes l'ennemi de classe et organiser l'ensemble des masses opprimées dans une véritable alliance ouvrière, paysanne et populaire.

Cette alliance a commencé à prendre forme car ont conflué des forces sociales diverses, qui dans leur ensemble, représentent la Oaxaca profonde, exploitée et opprimée depuis des décennies, comme les paysans, étudiants, indigènes, travailleurs, colons et petits commerçants appauvris, c'est-à-dire les couches pauvres et les secteurs qui représentent les strates inférieures de la petite bourgeoisie. Cela lui a donné un contenu « populaire ». Aux côtés des travailleurs de l'enseignement ont également participé d'autres secteurs de la classe ouvrière de l'État, comme ceux de la santé et les travailleurs universitaires (STUABJO) qui ont imposé à leur direction l'élection de délégués à l'APPO. Il est important de noter que dans différents secteurs de travailleurs se sont développés des processus antibureaucratiques ou qui tendaient à l'être. Deux secteurs importants se sont rangés aux côtés des enseignants. D'une part, les femmes regroupées dans la COMO. Les femmes des familles populaires ont joué un rôle fondamental dans la lutte, au point qu'à la fin la majorité des

défenseurs des barricades ont été des femmes. De l'autre, la jeunesse. Celle-ci a été un acteur de poids dans la défense de la Commune et dans l'affrontement avec les secteurs conciliateurs. Cela a mis en lumière le rôle de l'avant-garde que tendent à assumer les secteurs les plus opprimés de la classe ouvrière et du peuple, comme les femmes et les jeunes, dans les moments les plus révolutionnaires de la lutte de classes.

LES MÉTHODES DE LUTTE ET LES ÉLÉMENTS DE GUERRE CIVILE

La lutte du mouvement de masse de Oaxaca a comporté l'utilisation d'une combinaison de méthodes radicales, avec une tendance nette à la réappropriation des formes de lutte « classiques » du prolétariat.

a/ en premier lieu, la **grève** comme méthode de lutte (la grève illimitée) et base de l'alliance ouvrière, paysanne et populaire qui s'est exprimée dans les rues de Oaxaca. Nous faisons allusion à la grève de l'enseignement, mais aussi à l'action d'autres secteurs de la classe ouvrière (comme les travailleurs de l'assurance sociale) qui ont recouru à la grève, mais aussi à deux « débrayages civiques ».

b/ les **manifestations de masse**, dirigées par un détachement de la classe ouvrière (les enseignants) et par une organisation de Front Unique pour la lutte (l'APPO). Cela a permis les immenses marches qui ont atteint au plus fort du mouvement, 300 000 personnes dans une ville qui compte 3 millions d'habitants. Cette mobilisation a traduit le profond mécontentement et l'existence d'un schisme entre le régime et la « classe politique » d'un côté et le mouvement de masse de l'autre.

c/ l'**occupation de places et de bâtiments publics**, comme forme initiale d'occupation du territoire et base du contrôle territorial.

d/ l'apparition d'un **organisme des masses** en lutte (l'APPO) et le **contrôle territorial** qu'il a exercé. Cet organisme a disputé au centre politique, économique et administratif de l'État son domaine d'action et de légitimité et mis à l'ordre du jour la question de savoir qui gouverne.

e/ l'installation de centaines de **barricades**, balayant tout respect de la légalité bourgeoise et démontrant que le pouvoir territorial se défend au moyen de la violence révolutionnaire de masse. **L'organisation de corps de sécurité et d'autodéfense**, ce qui a mis en question dès le début le monopole de la « sécurité » et de la violence de classe de la part des forces de l'État.

f/ l'occupation de plusieurs **radios**, et leur mise au service du mouvement, agissant comme organisateurs de la résistance dans les moments cruciaux de la lutte.

g/ ce processus a connu son point culminant dans le développement de forts **éléments de guerre civile** entre les classes en lutte. Comme Trotsky l'a écrit dans *Les problèmes de l'insurrection et de la guerre civile*, « la guerre civile constitue une étape déterminée de la lutte de classes lorsque celle-ci, en bousculant les marges de la légalité, en arrive à se situer sur le plan de l'affrontement public et, dans une certaine mesure physique, des forces en opposition. Comprise de cette manière, la guerre civile comprend les insurrections spontanées déterminées par des causes locales, les interventions sanguinaires des hordes contre-révolutionnaires, la grève générale révolutionnaire, l'insurrection pour la prise du pouvoir et la période de liquidation des tenta-

tives de soulèvement contre-révolutionnaire ». Ces éléments de guerre civile se sont exprimés dans les actions de caractère insurrectionnel du 14 juin et du 2 novembre, lors desquelles l'avant-garde du mouvement de masse a obtenu deux victoires militaires partielles sur les forces de répression (qui ont dû reculer tactiquement). Les éléments de guerre civile se sont exprimés aussi du côté de la bourgeoisie dans les groupes paramilitaires organisés, dans les assassinats, les exécutions et disparitions d'activistes, ainsi que dans les affrontements et la répression généralisée du 25 novembre et des jours suivants. Ainsi, la situation révolutionnaire ouverte à Oaxaca a été caractérisée par une claire tendance à évoluer d'un mouvement revendicatif sectoriel (celui de l'enseignement) vers une lutte de caractère politique et de masse. Le mouvement commence comme une lutte dans les cadres « traditionnels » et se développe en transgressant tous les ordres de la légalité bourgeoise ; en avançant vers des actions historiques indépendantes (comme les actions semi-insurrectionnelles victorieuses) et l'affrontement physique (et militaire) avec la police militarisée.

LA COMMUNE D'OAXACA

Entre la mi-juin et fin octobre (avec la réoccupation du centre de Oaxaca par la PFP) est née et s'est maintenue debout la **Commune de Oaxaca**. Nous la définissons ainsi parce que son existence a suivi la disparition effective des pouvoirs bourgeois constitués (le fait que le gouverneur a dû abandonner les édifices officiels), ainsi que la perte de contrôle momentanée d'une grande partie de la ville par les forces de répression. Le terme se justifia aussi parce que les masses

insurgées ont établi leur contrôle politique et administratif sur une grande partie de la ville à travers l'APPO. Le mouvement de masse dirigé par les enseignants a ainsi établi un contrôle territorial et, *de facto*, un pouvoir alternatif au pouvoir traditionnel. Ce pouvoir alternatif s'est appuyé sur les barricades, défendues avec des moyens précaires et des instruments d'autodéfense et sur les corps de sécurité de l'APPO.

En reprenant la définition classique de la Commune de Paris de 1871, que Marx a définie comme la première expérience de gouvernement ouvrier de l'histoire, nous ne prétendons pas suggérer que Oaxaca a atteint le niveau de la Commune de Paris (qui a établi des décrets qui sont un exemple pour la stratégie révolutionnaire). Ce dont il est question cependant, c'est d'établir clairement que nous sommes en présence d'une expérience très avancée fondée sur l'insurrection de tout le peuple, la victoire sur les forces répressives et sur l'établissement permanent (pendant plus de quatre mois) d'un embryon de pouvoir alternatif des travailleurs et des secteurs populaires. Ce qui est apparu à Oaxaca, c'est un embryon de pouvoir révolutionnaire ; le fait qu'il n'ait pas pu se développer est le produit de l'absence d'un programme et une direction consciemment révolutionnaire ne peut nier que son existence même a été aux antipodes de la légalité et des institutions de la bourgeoisie mexicaine. Cela constitue une réalité sans précédent dans les 20 ou 30 dernières années dans l'activité du prolétariat latino-américain et mondial, qui exige que l'on en tire les leçons stratégiques et programmatiques.

Cette Commune s'est reposée sur l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca. L'apparition même de l'AP-

PO, qui a dû assumer la fonction de direction politique du mouvement de lutte, exprime la manière dont, au plus fort de la lutte des classes, le mouvement de masse tend à mettre sur pied de nouveaux organismes qui expriment de façon plus démocratique sa volonté et sa recherche de l'unité tous ceux qui sont en lutte. Si dès le 14 juin se raffermît la tendance à l'unité ouvrière et populaire après l'exigence de chasser Ulysse Ruiz, la création de l'APPO en a été l'expression organisationnelle : plus de 300 organisations, rassemblées en un véritable front unique de tendances et organisations politiques, syndicales et sociales, avec un conseil provisoire d'environ 200 membres, et un fonctionnement d'assemblée pour la prise d'une grande partie des décisions.

L'INACHEVEMENT

DE L'APPO ET

LA POLITIQUE

DES CONCILIEURS

Si la lutte de Oaxaca a subi une défaite, cela a aussi été le résultat de la politique imposée par les secteurs conciliateurs et réformistes ayant un poids fort dans la direction de l'APPO. De juin à octobre, il était possible de développer et de renforcer l'APPO et d'avancer vers la mise sur pied d'un gouvernement des travailleurs et paysans de l'État. Cela impliquait, en premier lieu, d'incorporer le reste des secteurs de la classe ouvrière de l'État (comme les travailleurs du tourisme, de la construction, de la PEMEX, de l'électricité, des manufactures), ce qui aurait permis de contrôler les hôtels (secteur clef s'agissant d'une ville touristique) et d'autres centres de pouvoir économique. Cela aurait fait de l'APPO un véritable organisme de démocratie directe des masses insur-

gées, fondé sur des délégués tournants, révocables et possédant un mandat des différents secteurs de travailleurs et couches populaires participant à la lutte.

Avancer dans ce sens aurait fait de l'APPO un véritable parlement des exploités et opprimés, dotant les barricades et les détachements d'autodéfense d'une représentation, celle de la Commune. Un fonctionnement démocratique, non seulement en termes formels (comme l'a été l'APPO qui fonctionnait au moyen des assemblées), mais aussi pour permettre l'expression de la volonté du mouvement ouvrier et populaire à travers ses délégués élus et révocables, aurait été un mécanisme formidable de contrôle contre les tentatives des secteurs les plus conciliateurs de la direction d'imposer une issue défavorable. Cela aurait permis que la voix des secteurs conscients et combattifs parvienne à des secteurs plus larges des bases ouvrières et populaires. Transformer l'APPO en organisation de l'ensemble des exploités de l'État, conjointement à l'appel à une grève générale dans l'ensemble de celui-ci, aurait ouvert la voie à la chute révolutionnaire d'Ulysse Ruiz et à la possibilité d'un gouvernement provisoire de l'APPO et des autres organisations ouvrières et paysannes. La constitution de l'APPO en organisation de démocratie directe fondée sur la force de tous les exploités lui aurait donné également la puissance nécessaire pour expulser les forces policières encasernées, qui ont agi comme réserve contre la Commune, et vaincre les forces paramilitaires qui chaque nuit terrorisaient et assassinaient les activistes des barricades. Mais la direction de l'APPO, par son caractère pacifiste et conciliateur, était opposée à cette perspective, ainsi qu'à celle de développer des milices d'autodéfense

et de procéder à l'armement généralisé des masses en lutte, qui aurait pu être la base effective permettant d'imposer un gouvernement des travailleurs et du peuple.

Cette politique, qui a laissé passer l'occasion de consolider le mouvement dans sa phase ascendante, de juin à octobre, a été associée à une stratégie de réforme et de démocratisation des institutions du régime. Au cas où Ulysse Ruiz serait tombé comme résultat de la mobilisation des masses, elle visait à installer un gouvernement de rechange dans le cadre du régime bourgeois. Cette politique s'opposait au développement de la mobilisation révolutionnaire des masses dans une perspective de pouvoir pour les exploités et opprimés dans tout l'État, refusant de surcroît d'appeler au débrayage national en solidarité avec Oaxaca. En octobre, cette politique s'est exprimée lors des appels à concéder des « mesures d'apaisement » et à s'orienter vers de nouveaux pactes et arrangements avec le régime, se faisant l'écho du chantage du gouvernement fédéral qui faisait pression avec la menace de la répression imminente.

Ceux qui ont imposé cette ligne ont prôné une politique de réforme et de démocratisation profonde des institutions, position qui au congrès de l'APPO s'est exprimée dans leur proposition « *qu'un gouvernement fédéral négocie avec l'APPO pour qu'on rende peu à peu le pouvoir au gouvernement de l'État et qu'en échange de ceci on donne une place à l'APPO au Parlement de l'État* », ce qui fut repoussé à juste titre par une large avant-garde combative. En faisant la proposition d'élire une direction permanente (et non provisoire), pour se libérer du contrôle quotidien de la base, ils ont défendu aussi la ligne consistant à transformer l'APPO en une force politique « insti-

tutionnelle », pour l'intégrer au système, notamment par la voie des élections.

Mais ces secteurs ne se sont pas limités à torpiller la Commune par le biais des tentatives de céder à la table de négociation. Ils ont aussi été responsables de ne pas avoir préparé une défense effective de la ville et au contraire, d'avoir laissé le terrain libre pour le retour de la PFP, et, avec elle, de Ulysse Ruiz. Non contents, lors des premiers mois, d'avoir évité d'organiser l'autodéfense de masse qui aurait permis de balayer les bandes paramilitaires et les détachements policiers dans les casernes. Face à l'offensive de la PFP, ils ont appelé à la « résistance pacifique », à ne pas « tomber dans les provocations » et à « offrir des fleurs » à la PFP. C'est cette politique pacifiste (associée au fait de ne pas préparer ni appeler à une grève générale de l'État contre URO, ni à une mobilisation et à un débrayage national en solidarité avec Oaxaca) qui a permis que les forces répressives reprennent le contrôle partiel de la ville, en y installant une tête de pont dimanche 29 octobre. Si l'on a résisté et triomphé à la Cité Universitaire, c'est parce que, en opposition à ce que voulaient faire les dirigeants de l'APPO, Radio Université a appelé à la résistance active et celle-ci a réussi, démontrant l'énorme disposition d'une large avant-garde de masse (avec l'appui de la majorité de la population) à la lutte contre l'appareil de l'État. Cette politique, impulsée par la Nouvelle Gauche, liée au PRD de Lopez Obrador et conduite par Flavio Sosa et César Mateos et par le Front Populaire Révolutionnaire stalinien, a permis au régime de « normaliser » peu à peu la situation à Oaxaca avant de lancer l'assaut final contre l'APPO à partir du 20 novembre. Avec une stratégie réformis-

te et une politique pacifiste, ils ont été responsables du désarmement politique de la Commune de Oaxaca.

En quoi la comparaison avec la Commune de Paris peut-elle aider à mesurer la portée de la Commune d'Oaxaca ?

Envoi du 19 décembre 2006, titre et intertitres de la rédaction de *Carré Rouge*

par George Lapierre

« La prochaine échéance importante à mon sens sera la convocation de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. Elle ne se fera pas dans l'immédiat, je pense ; d'une part, à la suite de la bataille du 25 novembre, une reconstitution silencieuse des forces est nécessaire ; d'autre part, cette assemblée plénière des peuples devrait être l'aboutissement des assemblées communales et régionales, qui devraient se tenir successivement dans tout l'État d'Oaxaca.

LA COMMUNE D'OAXACA

ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ

C'est le moment de reprendre notre souffle et d'analyser entre mythe et réalité les lignes de force de cette « Commune d'Oaxaca ». Tenter de donner une signification à un en-

semble d'événements, c'est déjà interpréter la réalité. La différence entre le travail d'un historien et le mythe tient à peu de chose. Le mythe comme le travail de l'historien est « un discours qui révèle le réel », pour reprendre une définition de Hegel sur le mythe. Seulement alors que le travail de l'historien reste l'expression d'une pensée individuelle, ce qu'on appelle une thèse, le mythe est l'expression d'une pensée collective, c'est le sens attribué collectivement, après coup, à un événement historique, qui apparaît alors comme un événement civilisateur, marquant un point de départ. Le mythe est la « vérité » de l'histoire, du moins la vérité qu'en tire un groupe social, une communauté de pensée. Quand, le 2 novembre, la locutrice de la radio universitaire, la docteur Bertha dite Escopeta, nous appelait à ve-

nir défendre la radio, elle nous engageait clairement à entrer dans l'histoire, autant dire dans le mythe : « *C'est une journée historique, ne restez pas chez vous, venez défendre votre radio, entrez dans l'histoire, c'est un moment historique que nous vivons, ne restez pas à la maison...* » Et, dans un certain sens, elle avait raison, la victoire du 2 novembre des habitants d'Oaxaca sur les forces fédérales va marquer les esprits et son souvenir alimenter la légende de la « Commune d'Oaxaca ».

« *C'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même pour la grande masse de la classe moyenne de Paris, boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étaient les seuls exceptés [...]*

La grande mesure sociale de la Commune, ce furent sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple. » Cette réflexion de Marx au sujet de la Commune de Paris (cf. *La Guerre Civile en France*) peut nous aider à mieux cerner les caractères de la Commune d'Oaxaca. Disons tout de suite que la mesure sociale de la Commune d'Oaxaca, comme pour celle de Paris, est sa propre existence. C'est par son propre développement, en imposant son propre style de relations, sa cosmovision, par le rôle majeur et déterminant que tient l'assemblée, que la Commune parvient ou peut parvenir à transformer en profondeur toute la vie politique et sociale : « *Nous avons la mission d'accomplir la révolution moderne la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire* » disaient déjà les partisans de la Commune de Paris. Toutes les deux sont ennemies de la guerre civile et cherchent à l'éviter. Dans les deux cas, les femmes ne sont pas exclues et participent à égalité avec la gente masculine à la construction d'une nouvelle organisation sociale, tout en ayant leur propre association : l'Union des femmes pour la défense de Paris et le secours aux blessés, d'un côté ; la Coordinadora de mujeres oaxaqueñas Primero de Agosto, de l'autre.

DEUX DIFFÉRENCES IMPORTANTES ENTRE LA COMMUNE DE PARIS ET CELLE D'OAXACA

Deux différences importantes. Première différence : La Commune de Paris a réellement gouverné la capitale et c'est en tant que gouvernement légitime issu du peuple de Paris, des

comités de quartiers et d'arrondissements, qu'elle s'est opposée au gouvernement versaillais ; rien de tel ici à Oaxaca où elle est restée un mouvement d'opposition exigeant la destitution du gouverneur, ce qui supposait de nouvelles élections, sans chercher à se substituer à lui en tant que nouveau gouvernement de l'État d'Oaxaca. En empêchant Ulises Ruiz de gouverner, elle a créé un vide, elle a organisé une vacance du pouvoir, ce qu'on a appelé la disparition des pouvoirs. C'est cette disparition qu'elle cherchait à faire reconnaître par l'État central, sans y réussir. Elle n'a pas cherché à remplir ce vide. Cependant, elle n'allait pas en rester là et elle n'en reste pas là. Du fait de son mode d'organisation, la Commune d'Oaxaca est porteuse d'un projet politique et social, elle appelle à une Constituante pour l'élaboration d'un nouveau contrat social. En fin de compte, elle se présente aux yeux de la société comme un commencement, comme le point de départ d'un dialogue entre les différents secteurs pour une nouvelle constitution, qui reconnaîtrait, par exemple, l'assemblée communautaire comme l'élément fondateur de la vie politique.

Deuxième différence : le monde ouvrier, bien présent à travers les sections de l'Internationale, les chambres syndicales et les coopératives dans la Commune de Paris, brille par son absence dans la Commune d'Oaxaca. Les catégories sociales dont parle Karl Marx sont présentes, boutiquiers, petits commerçants, artisans, maçons, menuisiers, mécaniciens, manœuvres, journaliers, portefaix, musiciens, serruriers, tout le monde des petits métiers, qui constitue la population des colonies et des quartiers pauvres, participent ou ont participé à divers degrés à ce mouvement social, mais pas les ou-

vriers conscients d'appartenir à une classe particulière, disons le prolétariat, travaillant dans les mines, l'industrie et les manufactures. Il y a bien hors de la ville ce que le gouvernement nomme pompeusement une zone industrielle où se trouvent quelques maquiladoras, les syndicats y sont bannis et, à ma connaissance, les gens qui y travaillent ne se sont jamais manifestés à l'Assemblée comme travailleurs ou travailleuses organisés, s'ils ont pu un jour faire partie de l'Appo. Il y a bien, comme dans la France du 19^e siècle un exode important des campagnes, mais c'est pour aller travailler dans le pays voisin ou dans les plantations de tomates de Sonora, ou pour venir dans la ville exercer les petits métiers cités plus haut. En aucun cas nous ne pouvons dire au sujet d'Oaxaca ce qu'écrit Marx au sujet de Paris que « *c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale.* » Si les habitants des colonies ont pu jouer un rôle important, c'est surtout comme communauté de voisinage, et non en tant qu'ouvriers organisés.

Deux groupes sociaux jouent (ont joué et vont jouer) un rôle déterminant dans l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca : le corps enseignant et le monde indigène. Comme vous avez pu vous en rendre compte, le courant passe difficilement entre les deux, en général les communautés villageoises reprochent aux maîtres d'école le fait de participer très peu à la vie sociale du village. Souvent il y a eu, au cours du mouvement, mésentente entre la population et les enseignants et la raison en est très simple, les maîtres d'école ont dédaigné d'aviser de leur lutte les habitants du village : « *À travers la rumeur, nous avons eu connaissance des problèmes*

avec le gouvernement, mais les éducateurs n'ont pas eu la courtoisie de nous dire en assemblée comment se présentait l'affaire » dit un habitant de la région mixtèque. Cet hiatus, nous l'avons ressenti aussi dans la ville même où la communication passait mal non seulement entre les enseignants et une partie de l'Assemblee mais aussi entre l'Appo, dominée par le corps enseignant, et les colonies, les quartiers et les barricades, au point d'ailleurs où certains jeunes des barricades ont failli rompre avec l'Assemblée. Pas toujours, il faut aussi signaler que dans certaines municipalités ou colonies le lien était étroit et très fort entre les maîtres d'école, les parents d'élèves et la municipalité, c'est dans ces communes ou dans ces quartiers que le mouvement populaire était, et reste, le plus puissant. Revenons à ces deux pôles de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca et commençons par le corps enseignant, qui a fourni ce que j'appellerai les cadres politiques de l'Appo.

LES ENSEIGNANTS, LE SYNDICAT, LES MILITANTS ORGANISÉS

Le syndicat national des travailleurs de l'éducation du Mexique (SNTE) a été fondé en 1943 et il est divisé en 58 sections (il y a des États qui ont deux sections comme l'État du Chiapas, la section 7 et la section 40). La section 22 correspond à l'État d'Oaxaca. Le syndicat, comme tous les syndicats mexicains, est contrôlé au niveau national par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui était, il y a peu, le parti d'État, ou parti unique. Par exemple, Esther Gordillo, l'actuelle secrétaire nationale, a été placée à la tête de la SNTE par le Président de

la République, Salinas de Gortari, en 1989, elle y est encore. En 1979 est apparu au sein de la SNTE un courant démocratique critique de la bureaucratie syndicale restée entièrement sous la coupe du parti d'État. Ce courant est apparu pour la première fois au Chiapas en décembre 1979 où il est resté minoritaire ; il a un nom, c'est la Coordinatrice nationale des travailleurs de l'éducation - *Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educación* - ou CNTE. Elle est minoritaire au Guerrero, Michoacán, District fédéral, pratiquement inexistante ailleurs. Elle est majoritaire dans un seul État, celui d'Oaxaca. Cette tendance, après une lutte féroce contre la bureaucratie avec son cortège d'assassinats, de grèves et de répressions sanglantes, a pris le contrôle de la section 22 en 1982. Elle a glissé sa propre organisation à l'intérieur de la SNTE et elle a en quelque sorte inversé le sens des prises de décisions. À la base se trouvent les délégations (plus de 40 personnes) et les centres de travail (moins de 40 personnes) en fonction de la concentration des écoles ; il y a 570 délégations et plus de 200 centres de travail. Les délégations et les centres de travail désignent leurs délégués, deux par délégations et un par centre de travail, qui formeront les comités ou *coordinadoras* de secteur (37) et de régions (7), ils sont désignés pour 2 ans et continuent à travailler. L'Assemblée générale des travailleurs de l'éducation a lieu chaque mois ; c'est l'organe suprême, c'est elle qui désigne les membres de la direction collective ou *comité estatal* (de l'État de Oaxaca). Ceux-ci sont chargés de l'application des décisions prises en assemblée et de coordonner à travers les comités de régions et de secteurs les plans d'action. Les membres du comité au niveau de l'État sont des permanents

nommés pour trois ans. C'est à ce niveau que le bât blesse actuellement puisque les permanents comme Rueda Panchecho semblent agir à leur guise, pour un intérêt étranger à la volonté de l'ensemble. Ils ont réussi à falsifier les votes et à manipuler les gens, provoquant une colère qui n'attend que la prochaine assemblée pour s'exprimer. Ce n'est pas nouveau : depuis quelques années déjà s'était peu à peu reconstituée une bureaucratie syndicale, qui, avec l'aide des partis politiques, cherchait à prendre le contrôle de la section 22. C'est le comité *estatal* qui doit convoquer tous les mois l'assemblée et pour l'instant, sachant ce qui l'attend, il en repousse indéfiniment l'échéance.

L'Appo est calquée en grande partie sur l'organisation de la section 22. Elle a eu la sagesse de former un conseil, *el Consejo estatal*, comme direction collective (plutôt qu'un comité directeur) dont les membres sont bénévoles et nommés pour deux ans (plutôt que salariés et nommés pour trois ans). Ajoutons que les conseillers sont révocables à tout instant par l'assemblée s'ils accomplissent de travers la mission qui leur a été confiée. Cela dit, le problème qui est apparu au sein du syndicat enseignant ne disparaîtra pas pour autant au sein de l'Appo : c'est à l'Assemblée à se montrer vigilante quant au choix de ses délégués. Pour l'instant la grande partie des conseillers, sous diverses casquettes, délégués des quartiers, des groupes politiques et des associations civiles, des municipalités, en plus des quarante sièges qui ont été réservés à la section syndicale, sont membres du corps enseignant ; ce sont eux, avec les militants des différentes organisations politiques et civiles (le PRD et Flavio Sosa, par exemple), qui leur sont assez proches en pensée, qui forment le corps poli-

tique de l'Appo. La plupart sont issus de la gauche traditionnelle marxiste-léniniste, avec une grande expérience de la lutte syndicale et fort jaloux de la démocratie assemblée à laquelle ils étaient parvenus. Pourtant leur formation intellectuelle et politique, l'idéologie qui les anime, les ont parfois éloignés de la vie sociale proprement dite des quartiers, des colonies et des communautés. Ils luttent pour ce qu'ils appellent d'un terme générique « le peuple », pour « un gouvernement du peuple par le peuple », disent-ils, tout en éprouvant quelques difficultés de communication avec ce fameux peuple, dont ils se sont trouvé, par la force des circonstances et de l'idéologie, séparés. Pour l'État, ils représentent la partie visible et la mieux connue de l'Appo ; fils rebelles et prodiges de l'État, ils sont en première ligne et forment les cibles privilégiées de la répression et du châtiement.

Pour Ulises Ruiz et ses comparses de l'État fédéral, dont Esther Gordillo, la section 22 du syndicat des enseignants reste l'ennemi à abattre, l'ennemi déclaré, l'ennemi numéro un, et ils cherchent par tous les moyens à le défaire, à rompre l'unité qui faisait sa force, à y apporter la division. Rappelons pour mémoire que la section Oaxaca compte 70 000 adhérents et que l'assemblée a un pouvoir de convocation et de mobilisation exceptionnel. Le jeu ambigu des dirigeants aide le gouvernement d'Ulises Ruiz dans sa tâche de démolition. Un coup de force, en quelque sorte un coup d'État, se prépare au sein de la section 22 ; il est désormais urgent pour le pouvoir de reprendre le contrôle de cette section syndicale avec l'appui des permanents du comité directeur : « *Ont-ils été menacés ? Ont-ils été achetés ? Ou les deux à la fois ?* », s'interrogeait dernièrement un syndicaliste de

base. C'est dans cette perspective d'un coup de force du pouvoir qu'il faut comprendre la non convocation de l'assemblée des syndiqués et la libération récente de 17 instits négociée avec Ulises Ruiz. Défaire le syndicat c'est aussi rompre l'unité, à l'intérieur de l'Appo, entre les maîtres d'école et le reste de la population. Une première tentative de division avait eu lieu, on s'en souvient, avec la reprise des classes votée d'une façon suspecte fin octobre. Cette première division avait été surmontée grâce à la population et à l'attitude de certaines délégations qui, contre l'avis du comité central, avaient poursuivi la grève et l'occupation de Santo Domingo. Nous sommes face à une deuxième tentative de trahison. Affaire à suivre, donc.

L'ÉMERGENCE DE LA POPULATION PAUVRE COMME PROTAGONISTE

Pourtant ce puissant mouvement social, parti d'un soutien apporté par la population à la lutte des maîtres d'école, bouleverse bien des données ; dans le feu du débat et de la critique effective d'un monde, des positions, que l'on croyait immuables, sont en train de changer. Dans le cours de ce mouvement est apparu un acteur omniprésent et pourtant difficilement saisissable dans les termes convenus et rigides de l'idéologie : la population pauvre de la ville et de l'ensemble de la région. C'est elle qui a résisté à l'avancée des troupes fédérales, qui a protégé la radio universitaire avec un courage et une détermination admirable, c'est elle qui est descendue dans les rues pour manifester dans les moments difficiles son rejet d'un état d'exception et son soutien aux maîtres d'école puis à l'Appo, c'est elle enfin qui s'est organisée au-

tour des barricades, établissant des tours de garde, faisant la cuisine, apportant le café dans les heures froides de la nuit ; les *chavos bandas* y côtoyaient l'étudiant ; l'institutrice, le maçon ou le charpentier ; les mères de famille, le casseur. Cette population pouvait paraître hétéroclite, elle ne l'est pas, un dénominateur commun unissait tous ces gens, l'attachement à un savoir-vivre. C'était sans doute la même population qui se trouvait sur les barricades de la Commune de Paris, attachée, elle aussi, à un savoir-vivre, qui avait ses racines dans les traditions ancestrales des peuples originaires. Les colonies qui ont soutenu le plus fort des combats furent celles où la proportion des immigrés indigènes, Zapotèques, Mixtèques, Mixes, Triquis, était la plus forte.

Au début, cette population n'était pas présente, ni représentée, dans l'Appo. Quand l'Assemblée du peuple d'Oaxaca fut créée, le 20 juin, elle n'avait d'autre fonction que celle d'appuyer la lutte des enseignants. Elle était surtout composée des formations politiques issues d'un même courant de pensée (marxiste-léniniste) auxquelles se sont incorporés par la suite des dirigeants de diverses organisations. L'Appo se présentait alors comme une coalition de dirigeants sociaux et politiques articulée par un comité provisoire de 30 personnes. Peu à peu, au cours des mois qui suivirent, sous la poussée de cette base sociale, cette partie immergée de l'iceberg, une mutation a commencé à se produire. Après avoir hésité, les peuples indiens de la Sierra Norte ont décidé de participer à l'assemblée au cours du congrès constituant du 10, 11, 12 et 13 novembre. Actuellement les conseillers continuent à se rencontrer et à se réunir au niveau local et régional. Dans la région de Villa Alta,

par exemple, au cœur de la montagne Juarez, les habitants ont décidé de fermer la délégation gouvernementale du municpe de Lachirioag, ils ont poursuivi et chassé le fonctionnaire du gouvernement. Un ami, qui a dû se réfugier quelque temps dans les Cañadas, m'a rapporté que la résistance restait très forte dans bien des villages. C'est un travail de l'ombre, qui inquiète le gouvernement, il a bien l'intuition que tout un pan du mouvement échappe à sa vigilance, il a dû tout dernièrement arrêter trois

membres de l'Appo, leur poser des questions sous la torture pour tenter de savoir ce qui se passe, pour ensuite les relâcher. Ce travail de l'ombre échappe aussi en partie aux militants d'extrême gauche qui, de leur côté, sont amenés à prendre des initiatives au nom de l'Appo sans toujours rendre des comptes. Le 27 décembre aura lieu une assemblée plénière à l'échelle de l'État d'Oaxaca du Conseil, nous n'y verrons sans doute pas plus clair. Je pense que l'Assemblée populaire des peuples comme le

Conseil sont des instruments d'unification des luttes sociales, cette unification ne va pas se faire du jour au lendemain, mais l'outil est là ainsi que la volonté de s'en servir. La société est bien consciente de la faillite d'un système, elle se rend compte de la dégradation de ses conditions de vie, de l'épuisement des formes traditionnelles de résistance et de la nécessité où elle se trouve d'inventer d'autres voies de survie. □